

Intervention de l'ARAC au rassemblement pacifiste de Gentioux 11-11-19

Par Michel AGNOUX, délégué à la mémoire du comité départemental de la Corrèze de l'Association Républicaine des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre pour l'Amitié, la Solidarité, la Mémoire, l'Antifascisme et la Paix.

Association fondée en 1917 par Henri Barbusse qui a érigé l'obélisque en lave de Volvic, qui, au cimetière de RIOM depuis 97 ans, continue à symboliser l'inhumanité et l'inutilité des guerres. Plus modestement, le 12 décembre 2008, avec le renfort du Mouvement de la Paix, la Libre Pensée, la Ligue des droits de l'homme, l'ARAC a obtenu que Léonard Leymarie, enfant de Seilhac, fusillé à Port Fontenoy le 12 décembre 1914, soit inscrit sur le monument aux morts de sa commune.

Le 1er novembre 1939, l'ARAC fut interdite, ses locaux fermés et les dossiers constitués pour la défense des droits des anciens combattants saisis. La plupart des dirigeants de l'ARAC furent arrêtés et emprisonnés : Jean Duclos, aveugle de guerre, Félix Brun, amputé des deux jambes, Louis Dadot, invalide, furent emprisonnés à la Santé puis à l'Île d'Yeu et Auguste Touchard fut déporté en Afrique du Nord.

Ils furent victimes de l'hystérie antisoviétique alimentée par le pacte de non intervention germano-soviétique alors que quelques mois avant, fin 1938, après la capitulation de Munich, Georges BONNET, ministre des affaires étrangères est l'artisan d'un engagement de non-agression avec l'Allemagne, signé le 6 décembre 1938 à Paris par von Ribbentrop.

Il achemine la reconnaissance de jure du gouvernement de Franco qu'il avait soutenu pendant la guerre d'Espagne. Le 25 février 1939, il signe les accords Bérard-Jordana qui reconnaissent la légitimité de Franco sur l'Espagne. Il se range du côté du maréchal Pétain, à qui il vote les pleins pouvoirs, le 10 juillet 1940. À partir de 1941, il est membre du Conseil national, un organe du pouvoir vichyste.

Hannah Arendt, dans son livre *Eichmann à Jérusalem*, mentionne la politique xénophobe de Georges Bonnet : « Peu après Georges Bonnet, ministre français des Affaires étrangères [...] songea à envoyer dans une colonie française les deux cent mille Juifs étrangers résidant en France. Bonnet alla jusqu'à consulter à ce sujet son homologue allemand, Joachim von Ribbentrop en [novembre] 1938 [après la nuit de Cristal]. » Il a souligné « qu'on est beaucoup intéressé en France aussi à une solution du problème juif ». Son pays ne veut pas héberger d'autres juifs de l'Allemagne. En outre, il a dit que la France voulait se débarrasser de dix mille juifs quelque part. Déclaré Personna non grata par la Résistance, il se réfugie en Suisse en conservant tout ses biens, et rentre en France quand il sent que le vent a tourné et que Jules Moch a fait tirer sur les mineurs en grève.

Ministre de l'intérieur, Alfred Sarraut, pour qui le communisme est le principal danger, s'applique à faire interner les Allemands résidant en France bien que la plupart ont fui la politique des nazis. Considérés comme des « sujets ennemis », ces internés sont victimes d'un mélange de xénophobie, d'absurdité et de désordre administratif. En Provence, ils sont internés dans une tuilerie désaffectée aux Milles.

Cette usine devient un camp d'internement sous commandement militaire français, le camp des Milles, où les internés, dont nombre de représentants de l'intelligentsia allemande, vivent dans des conditions très précaires, parfois fatales. Le 10 juillet 1940, Sarraut vote en faveur de la remise des pleins pouvoirs au Maréchal Pétain.

Quelques temps avant Munich, CHAMBERLIN vient rencontrer Hitler qui lui promet d'attaquer l'Union Soviétique début 1939 si les puissances occidentales lui livrent la Tchécoslovaquie.

Hitler fait valoir que son réarmement n'est pas au point mais que si on lui donnait la Tchécoslovaquie, grâce aux canons de la ligne Maginot tchèque, aux 1 500 avions, au matériel de l'armée tchécoslovaque (armes et munitions) équivalant à trois ans de production de toutes les usines de guerre du Reich et à l'acquisition des fameuses usines Skoda (supérieures à Krupp), il pouvait au printemps prochain 1939 entrer en lutte contre l'U.R.S.S.

Le différend subit demande une solution sans retard. Aussi voit-on Chamberlain prendre l'avion pour voir lui-même Hitler. Ce sont les entrevues de Berchtesgaden et de Godesberg. La thèse de Hitler l'emporte et Chamberlain, est sensé avoir sauvé la paix.

Le 20 février 1933, un mois avant les élections générales, une réunion secrète se tient à Berlin autour d'Hermann Goering et du nouveau chancelier allemand Adolf Hitler. Elle réunit "le nirvana de l'industrie et de la finance". Parmi ces vingt-quatre hommes, Gustav Krupp, Wilhelm von Opel, le patron de Siemens, d'IG Farben... « Messieurs, vous venez d'entendre le chancelier Hitler, nous voulons une victoire aux élections du 5 mars pour stabiliser l'économie de l'Allemagne, éradiquer les communistes et supprimer les syndicats pour rétablir le pouvoir du chef d'entreprise. » Et Hermann Goering exhorte donc ces industriels à donner aux nazis tout l'argent qu'ils réclament pour les élections.

Le nazisme s'effondrera mais BASF, Bayer, Agfa, Opel, IG Farben, Siemens, Allianz, Telefunken "sont là, parmi nous, entre nous". Des noms qui nous sont toujours familiers comme si la deuxième guerre mondiale, ses crimes et ses massacres n'avaient pas eu lieu. "Tous survivront au régime. Aujourd'hui encore, "notre quotidien est le leur. Ils nous soignent, nous vêtent, nous éclairent (...) Ces noms existent encore. Leurs fortunes sont immenses. »

Une pensée pour Evo Moralès, premier président indigène du continent américain, destitué par les multi-nationales qui en toute impunité vont pouvoir se livrer au pillage des richesses du sous sol Bolivien